

Vous l'aurez compris, je défends l'idée d'une refondation du pacte scolaire pendant les cinq ans qui viennent. Pas besoin pour cela d'une énième réforme bureaucratique qui mobilise beaucoup le temps de la consultation et s'empile ensuite sur ce qu'il y avait auparavant! Nous avons besoin de pas concrets, progressifs, appuyés par de nombreuses expérimentations et la généralisation de ce qui marche. Et des expériences qui marchent, vous en conduisez beaucoup. Encore faut-il les entendre et les encourager.

La restauration de l'autorité doit être fondée sur la conquête d'une légitimité nouvelle et non sur la seule invocation du passé, sur la seule application d'une logique de « maintien de l'ordre » ou pire encore sur l'exclusion à tous les étages du système. L'école ne peut certes pas tout mais elle peut beaucoup. Encore faut-il que la Nation lui en donne la possibilité.

Les moyens financiers : notre pays, qui évalue mal sa dépense, doit faire davantage et beaucoup mieux. Il faut par exemple porter la dépense par étudiant au même niveau que la moyenne des pays de l'OCDE. Cela passe par le maintien pour chaque catégorie sociale d'une contribution fiscale justement proportionnée à ses revenus. Ces moyens eux mêmes doivent être affectés, comme le demandent à peu près tous les observateurs, en proportion de l'origine sociale et territoriale des familles.

Les ajustements territoriaux : on peut ergoter à l'infini sur la carte scolaire! Même si elle doit être réformée, et tenir mieux compte en ville des réseaux de transports, elle reste à mes yeux un important facteur de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires. On doit aussi maintenir les écoles en milieu rural qui constituent comme les autres services publics un atout pour le « ménagement » du territoire. Cependant, aussi longtemps qu'il y aura des écoles dans lesquelles le niveau national n'est plus de fait la référence à atteindre, alors les stratégies de contournement et d'évitement se poursuivront. Il faut donc tout faire pour retrouver un niveau équivalent et satisfaisant dans toutes les écoles de ce pays, en refusant que l'on continue à donner plus à ceux qui ont déjà plus, en assumant au contraire une politique positivement discriminante de répartition des moyens scolaires sur le territoire.

Les ressources humaines : aucune réforme ne peut être pilotée sans vous les profs, et sans les jeunes eux-mêmes. Aucune réforme ne peut ignorer la place des parents qui ne doivent plus se réduire eux-mêmes au simple rang de « consommateurs » d'école. Il est question de respect et de démocratie scolaire, et je ne pense pas qu'il s'agisse de gros mots.

“
**L'école ne peut certes pas tout mais elle peut beaucoup.
Encore faut-il que la Nation lui en donne la possibilité.**”

Madame, monsieur,

J'espère vous avoir fait entendre dans le concert des solutions bétonnées, prêtes à porter, une musique peut être moins martiale, mais plus respectueuse de la complexité des choses telles que vous la connaissez bien.

Reprenons ensemble une nouvelle fois ce beau chantier, par définition jamais achevé.

Vous pouvez compter sur moi pour porter demain ces valeurs et prendre les décisions qui permettront la reconquête du sens de votre métier

du

Dominique Voynet

DOMINIQUE VOYNET
Présidentielle 2007



6, rue Chaudron • 75010 Paris • Tél. : 01 53 19 53 00 • Fax : 01 53 19 03 93 • contact@voynet2007.fr • www.voynet2007.fr

Lettre aux enseignants, acteurs des écoles, des collèges et des lycées.



Par Dominique Voynet, candidate des Verts à l'élection Présidentielle.

Madame, Monsieur,

Depuis le début de la campagne présidentielle, nous entendons de bien curieux discours sur l'école, les enseignants, les parents; des discours en décalage profond avec ce que vous vivez au quotidien. Je voudrais vous faire connaître ma propre position sur ce sujet.

Depuis des années, vous êtes empêchés de faire votre travail, d'accomplir les missions pour lesquels vous vous êtes engagés dans un métier qu'on ne peut faire sans passion ni sérénité.

Le système éducatif français est, disons-le, piloté au fil de l'eau.

Vous êtes submergés d'injonctions contradictoires: Les réformes s'empilent sans être évaluées, les textes s'entassent, les programmes sont triturés, les horaires chamboulés. La pédagogie est moquée, discréditée. Les méthodes saugrenues et passéistes tombent d'en haut. Les innovations que vous menez, rarement reconnues à leur valeur, sont contrariées par la pénurie des moyens et l'inadaptation patente des procédures. On vous ballote parfois d'un établissement à l'autre.

Avec un pouvoir d'achat qui a baissé de 20 % en 25 ans, avec des salaires au 7^e rang de l'Union européenne, on vous impose plus qu'à personne d'autre: être tout à la fois des spécialistes des contenus, des orienteurs, des travailleurs sociaux, parfois des infirmiers, des animateurs, des surveillants, des négociateurs avec les familles, des organisateurs de stages en entreprises. Et cela alors que les dispositifs prévus pour votre propre formation suscitent, quand ils parviennent jusqu'à vous, une profonde insatisfaction.

Vous redonner la possibilité d'enseigner

Et voilà qu'ignorant la réalité des heures effectives que vous y consacrez, tel ou telle imagine de vous mettre au régime des 35 heures, c'est-à-dire, compte tenu de l'air du temps, demain aux 40 et pourquoi pas aux 45 heures.

C'est toujours le même air du « mammoth à dégraisser » que l'on entonne. Au contraire, il est indispensable de vous redonner la possibilité d'enseigner, de diffuser des contenus, des méthodes, des attitudes et des valeurs. Bref, il faut redéfinir clairement l'identité professionnelle des enseignants de la République.

Cette redéfinition passe d'abord par une transformation profonde du rapport des enfants, des jeunes, des élèves, à l'institution scolaire. Ils vivent souvent, malgré vos efforts, dans le stress et la crainte permanente de l'échec. Ils doivent conserver, tout au long de leur scolarité le même bonheur qu'ils ont eu le premier jour à y entrer, garder la joie d'apprendre, vivre le plaisir d'être enseignés. L'intrusion de nouvelles violences au sein des établissements montre s'il en était besoin l'urgence d'une telle reconquête de cet « apprendre ensemble ».

Pour cela, je vous propose de relever le pari de l'optimisme!

DOMINIQUE VOYNET
Présidentielle 2007



Pour que l'école soit un lieu d'étude heureuse, parions sur le fait qu'elle redevienne un lieu de vie !

L'école « coupée du monde » est une impasse et une hypocrisie. Elle doit certes protéger les plus fragiles de ce qu'ils subissent comme violences et comme souffrances extérieures. Mais elle doit être avant tout une porte d'accès critique et de qualité, non pas seulement à l'emploi ou l'entreprise, mais à la masse des activités qui sollicitent nos jeunes dans leur vie : technologies de l'information, sports, arts, musique, mobilités, nouveaux savoirs, environnement, Europe, solidarités, action humanitaire... L'établissement doit être au carrefour de ce qui mobilise l'imaginaire, l'envie de faire et de se dépasser. La « vie scolaire » doit ainsi être un moment à part entière du processus de formation. Pas en plus du reste, mais en appui aux apprentissages fondamentaux et singulièrement de la pratique écrite de la langue. Qui valorise la coopération et la responsabilité au même titre que le mérite personnel. Qui éduque à la civilité et à la résolution non-violente des conflits. Qui permette de découvrir et de respecter ce qui est différent, à travers par exemple l'accueil des enfants handicapés.

Et comme les enseignants ne peuvent ni ne doivent tout faire, convenons que de nouveaux métiers peuvent trouver leur place dans l'école, que d'autres contributions à l'acte éducatif sont les bienvenues.

“
Pour que l'école soit un lieu d'étude heureuse, parions sur le fait qu'elle redevienne un lieu de vie !
”

Trois propositions dans ce sens :

- 1 Que le métier d'assistant d'éducation soit reconnu en tant que tel.
- 2 Que les chefs d'établissements ne soient plus contraints de se cantonner à l'administration, à la gestion des dotations horaires, des emplois du temps ou du seul maintien de l'ordre, mais redeviennent de vrais animateurs de la communauté éducative. À cet égard, pourquoi ne pas expérimenter dans des établissements volontaires, qu'ils soient élus par elle pour deux ans ?
- 3 Que le recrutement et les fonctions des personnels d'encadrement et d'inspection soit réformés - et aussi féminisés en profondeur.

Pour que l'École soit un lieu d'étude heureuse, parions sur la possibilité pour tous d'être éduqués, donnons à tous le temps d'apprendre !

Contrairement à ce que disent la plupart des candidats, mon opinion est que 100 % des jeunes doivent et peuvent acquérir les savoirs du niveau actuel du programme de seconde, qui correspond à ce qu'il faut pour n'être pas en décalage complet avec les exigences du quotidien.

Ne désespérons aucun élève, mais ne désespérons, non plus d'aucun élève !

Six orientations majeures pour cela :

- 1 Commençons très tôt par une nouvelle approche de la petite enfance : s'il est vrai que beaucoup se joue à 2 ou 3 ans, renforçons notre enseignement à l'école maternelle et développons pour l'accueil des plus petits une politique ciblée qui privilégie les territoires les plus pauvres et les familles les plus en difficulté !
- 2 Mettons à disposition de tous les élèves, du préparatoire jusqu'à la seconde, un volant d'heures d'au moins 20 % en effectif réduits et en pédagogie personnalisée.
- 3 Construisons mieux la continuité des passages entre les cycles, entre le primaire et le collège, entre le collège et le lycée, entre le lycée et la fac. Les idées de « réseaux locaux d'éducation » peuvent être fécondes, mais si elles s'inscrivent dans de véritables projets d'intercommunalités de pays ou d'agglomérations.



- 4 Instituons un véritable service de l'aide éducative, par une mobilisation massive des étudiants vers les plus jeunes, du primaire et du secondaire, plutôt que la généralisation des cours payants, plutôt que le rabâchage des mêmes contenus aux mêmes élèves.
- 5 Repensons l'enseignement de la science et de la technologie au collège afin que l'orientation ultérieure se fasse par goût et non par l'échec
- 6 Renonçons, comme en Finlande, à toute sélection avant la fin de la seconde afin que chacun puisse construire son orientation à partir de ce palier. **Soyons cohérents après la seconde !**

“
Ne désespérons d'aucun élève !
”

Je formule quatre propositions concrètes pour différencier sans exclure et pour orienter mieux !

- 1 Chaque élève et chaque famille doivent disposer, au moment de l'inscription dans une filière, de l'information quant aux résultats aux examens et aux taux d'insertion dans un métier. Il est temps de reconstruire après le diplôme un dispositif permanent d'information, d'orientation, et d'observation
- 2 Les grands élèves des sections professionnelles doivent tous disposer d'un revenu lycéen au moins égal à 350 euros par mois.
- 3 Les bacs pro doivent être prolongés par des filières universitaires complètes. L'offre de filières à l'entrée à l'université doit d'ailleurs être largement simplifiée et permettre bien davantage de passerelles que ce n'est aujourd'hui le cas.
- 4 Les classes prépas doivent être réintégrées dans l'université et rendues accessibles à une proportion de 10 % d'élèves de tous les lycées.

Pour que l'école soit un lieu d'étude heureuse, donnons-lui sa place dans la recherche et dans l'innovation !

À mes yeux de militante écologiste, l'école n'est pas faite pour reproduire ce qui existe, pour préparer à un monde figé sur lequel nous n'aurions pas de prise ! Elle est là pour contribuer à inventer les solutions aux problèmes d'aujourd'hui, pour développer une culture de la responsabilité et de l'initiative. Défis de la mutation énergétique, de la révolution écologique, du changement climatique, de la mutation industrielle, de la construction européenne, d'une mondialisation pacifique : nos jeunes auront à faire avancer le monde sur toutes ces questions.

L'école doit préparer les jeunes aux attitudes, aux comportements, à la curiosité qui leur seront nécessaires pour cela. Je propose donc :

- 1 Que vous les enseignants, puissiez bénéficier **tout les 10 ans d'exercice, d'un an de formation** dans un secteur en lien avec votre domaine de compétences, dans un laboratoire de recherche, dans une entreprise ou une association innovante, en France ou en Europe.
- 2 Qu'on réexamine, à la lumière des connaissances actuelles, **le contenu et la répartition de la diffusion des connaissances entre les matières** qui ont été découpées en d'autres temps.
- 3 Qu'on institue, sur des projets réels et d'utilité sociale **des dynamiques de coopération avec le tissu local ou régional du service public, et des entreprises**. Pas pour que les jeunes servent de bouche trou ou de main-d'œuvre gratuite, mais dans une logique « gagnant gagnant ».

Je partage l'idée de l'ouverture des établissements en dehors des temps de classe et de leur évolution vers de véritables « maisons de tous les savoirs », ouvertes aussi à l'expérience des anciens.

Pour injecter du sens à l'école, pas de réforme à la marge ou qui « tombe d'en haut » !

